



International

## CETA : une nouvelle mobilisation prévue à Strasbourg

*mardi, 7 février 2017*

Le 15 février, le parlement européen doit procéder au vote qui ratifiera, ou, nous l'espérons, rejettera la ratification du CETA, le projet d'accord de libre-échange entre l'Union Européenne et le Canada. Les collectifs Français TTIP et CETA (collectif national Stop TAFTA) organisent une journée de mobilisation pour montrer le refus de cet accord.

Les salarié-e-s, les syndiqué-e-s, les citoyen-ne-s sont tous concernés par ce traité qui nous livre aux multinationales :

### **L'emploi**

L'expérience de précédents accords de libre-échange est éclairante : l'ALENA a détruit des centaines de milliers d'emplois au Canada, aux États-Unis et au Mexique via le dumping social et les fusions/absorptions qu'il a engendré. Une étude universitaire récente évalue que le CETA pourrait mener à la destruction de 200 000 emplois en Europe, dont 45 000 en France. Pourtant, les promoteurs du traité continuent à utiliser l'argument de la croissance et l'emploi pour le défendre.

### **Notre santé et l'environnement**

Les normes en matière de pollution, de sécurité sanitaire, de sécurité au travail seront supprimées ou réduites drastiquement. Le traité ne reconnaît pas le principe de précaution et s'opposera à des politiques contre le changement climatique ou la pollution de l'air ... si elles vont à l'encontre des intérêts des firmes Multinationales.

### **L'économie rurale et notre alimentation**

La suppression des taxes douanières agricoles accélérerait l'industrialisation de l'agriculture et aggraverait la crise que vivent déjà des centaines de milliers de paysan-ne-s européen-ne-s. L'ouverture du marché européen à de nouveaux OGM et l'interdiction de produire des semences de ferme accroîtront la mainmise des multinationales semencières sur notre alimentation et notre santé !

### **Les services publics**

Le traité va accroître la libéralisation des services publics, et permettrait à des entreprises canadiennes de concurrencer des opérateurs publics. Le CETA menacerait, par exemple, la re-municipalisation de l'eau.

Ainsi, les lobbies industriels et financiers seraient directement impliqués dans l'écriture des lois et réglementations ; un système d'arbitrage sur l'investissement permettrait aux multinationales d'attaquer les États qui adopteraient de nouvelles réglementations menaçant leurs profits futurs.

La mobilisation doit, comme pour la loi travail, montrer, au moment même où les député-e-s devront choisir entre le Oui et le Non que les opposant-e-s au traité restent mobilisé-e-s et n'abandonneront pas.

Depuis le début des mobilisations, la CGT et ses organisations se sont fortement impliquées, sur tout le territoire, dans les initiatives contre le CETA.

La lutte n'est pas finie, et la CGT continue à défendre les droits individuels et collectifs des salarié-e-s de France, d'Europe et plus largement l'ensemble des plus fragiles dans le Monde.

La CGT s'associe à cette mobilisation. Elle appelle à rejoindre la manifestation qui se déroulera à **Strasbourg le 15 février à partir de 10 h 30** au départ de la place Kléber pour aboutir devant le parlement européen à 11 h 30, l'heure de fin du vote des député-e-s.

---

